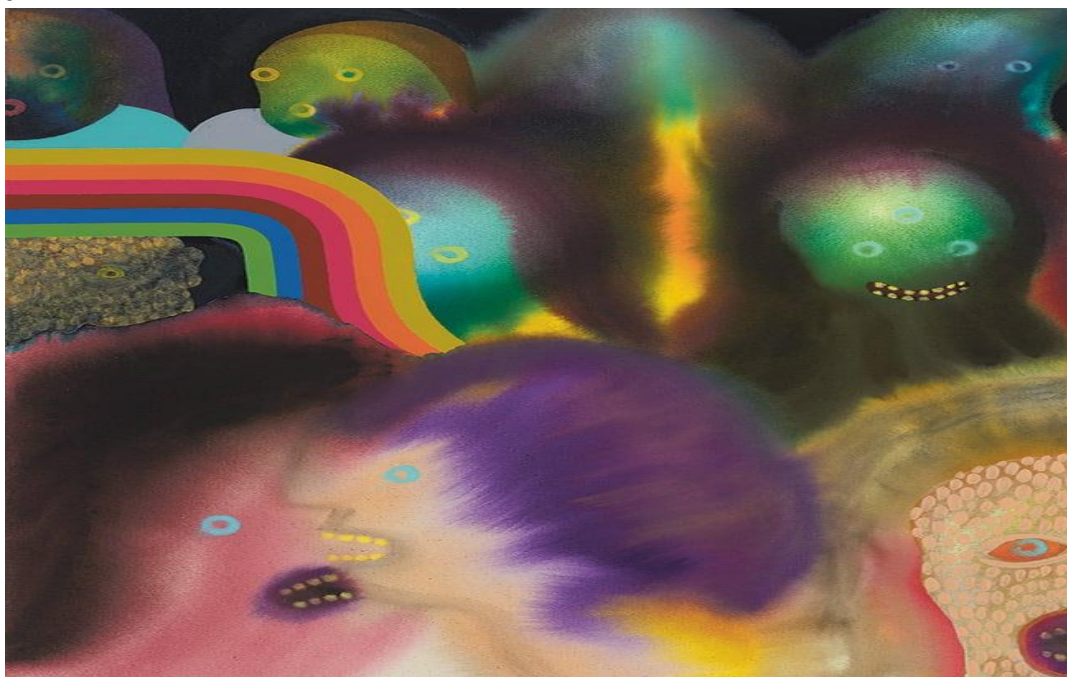


Vous avez dit « sentiment d'abandon » ?

Faire ce qu'on veut chez soi. Ne dépendre de personne. Surtout pas d'un État qui ne satisfait plus les demandes qu'on lui adresse mais multiplie les exigences. Fréquent en milieu rural, un tel état d'esprit favorise le Rassemblement national. Ses porte-parole affirment en effet la capacité de s'en sortir sans réclamer, à condition que le mérite individuel soit récompensé.

par [Benoît Coquard](#) & [Clara Deville](#)

0



Aaron Johnson. – « Cosmic Collider » (Collisionneur cosmique), 2020

© Courtesy Aaron Johnson and Almine Rech, www.aaronjohnsonart.com

C'est devenu une évidence : en milieu rural, les classes populaires se sentiraient « abandonnées » par l'État. Ce serait même l'un des principaux ressorts de leur affinité avec le Rassemblement national (RN), mais aussi une porte d'entrée pour une gauche cherchant à reprendre pied en dehors des grandes agglomérations. Les économistes Julia Cagé et Thomas Piketty font ainsi de cette reconquête des classes populaires rurales la « *priorité absolue pour le bloc social-écologique* », puis invitent à combattre leur « *sentiment d'abandon* » par des mesures sociales et économiques adaptées (1).

Mais que recouvre cette expression d'apparence bienveillante de « sentiment d'abandon », entonnée de concert par l'ensemble du champ politique et médiatique ? Un appel à la prudence s'impose car on devine plus que jamais les conséquences sociales de ces mots utilisés pour résumer ce que penseraient les classes populaires. Quand, par exemple, l'« *insécurité culturelle* (2) » devient la clé de compréhension des conduites des « petits Blancs », cela autorise une certaine bourgeoisie conservatrice à faire reposer sur d'autres ses propres paniques. Et l'offensive sémantique qui soutient une telle grille de lecture ferait presque oublier qu'un mouvement massif et inédit comme celui des « gilets jaunes » portait des revendications économiques et sociales tout autres — la critique du mépris et de

l'arrogance du chef de l'État, le désir de pouvoir vivre dignement, l'injustice fiscale (3)... En cela, les classes populaires rurales restent l'archétype de la « *classe objet* », « *parlée plus qu'elle ne parle* », selon les formules de Pierre Bourdieu (4).

L'explication des conduites politiques par le seul sentiment d'abandon participe du même écueil. Si l'expression s'appuie sur un constat tangible, elle fait l'objet de trop nombreux raccourcis quant à ses effets sur les individus concernés. L'« abandon » des campagnes par les services publics est largement documenté (5). Dans les villes ou les bourgs populaires que nous avons étudiés, les habitants passent chaque jour devant les vestiges d'une ancienne maternité, d'un centre des impôts récemment fermé ou d'un bâtiment désaffecté de la caisse d'allocations familiales : tout répond au déclin de l'industrie, avec un paysage d'usines délabrées, sans parler des petits commerces et autres bistrot disparus. Il suffit de lancer la conversation pour entendre : « *c'était mieux avant* », « *il n'y en a que pour les autres* », [les gouvernants ne] « *pensent pas à nous* ».

La gêne de percevoir ses aides sociales devant tout le monde

Pour autant, le vote RN ne se réduit pas à une simple colère populaire face à l'absence d'État. D'abord parce qu'il n'est pas vraiment « absent ». Certes, des décennies de réformes et de rationalisation ont conduit à tout concentrer dans les villes, en assurant ensuite une continuité territoriale par le déploiement de solutions numériques (dématérialisation des démarches administratives, « e-santé », etc.). Dans les endroits où l'État n'est plus là « pour de vrai », dans les murs et par ses agents, on passe encore plus de temps sur la route pour rejoindre la ville, où l'on multiplie les contacts avec les représentants du pouvoir qui demeurent sur place (secrétaires de mairie, agents des centres sociaux...). En réalité, quand l'État se désengage, son emprise s'intensifie : il remplit la tête, ronge ou grignote l'emploi du temps, envahit les maisons sous forme de Post-it et de piles de documents à remplir.

Car le pouvoir de l'État ne s'arrête pas aux murs de ses institutions : il encadre à distance. À distance parce que loin des lieux de vie de ces populations, mais surtout parce que développant des fonctionnements toujours plus éloignés des pratiques ordinaires des classes populaires. De nombreux exemples l'illustrent. La dématérialisation, qui, en plus d'alimenter la « fracture numérique », accroît la violence symbolique produite par les fonctionnements bureaucratiques ; le recentrement urbain des services publics, qui exige de « monter en ville », en dehors du périmètre des déplacements familiaux ; le développement de l'accueil sur rendez-vous, enfin, qui implique la possibilité de prévoir son temps, ce qui est difficile pour les personnes précaires, intérimaires, ceux dont les conditions d'existence entravent la possibilité de maîtriser leur devenir.

S'adresser à l'État requiert alors des compétences toujours plus pointues, ou plutôt toujours plus susceptibles de renvoyer les classes populaires au rang d'« incapables » à faire valoir leurs droits. Le problème n'est pas tant que l'État délaisse les milieux ruraux. Derrière l'écran de fumée de la « fracture territoriale » se cachent en fait des mécanismes de domination, qui opèrent aussi en ville. Car le retrait de l'État est moins géographique que profondément social. Si certains territoires sont moins dotés en services publics, ce n'est pas du fait de leur ruralité mais de la pauvreté de ceux qui les habitent. Ainsi, le retrait touche aussi les banlieues de certaines métropoles, où l'on entend les mêmes constats (« *l'État ne s'intéresse pas à nous* », « *il n'y en a que pour les autres* »...). La focalisation actuelle sur la ruralité au seul prisme du « sentiment d'abandon » écarte en ce sens la possibilité d'un diagnostic commun. Alors même que les réalités des campagnes en déclin sont parfois bien plus proches de celles

du pied de certaines tours que de celles de certaines zones rurales attractives, elles-mêmes plus proches de celles des centres des grandes villes. Ces espaces que les discours politiques opposent ont vécu chacun de leur côté la désindustrialisation et vu grandir une jeunesse sans avenir, pour qui le recours à l'État est devenu un stigmate potentiel. Dans un cas comme dans l'autre, le manque d'emplois stables s'enracine localement, et être au chômage fait craindre aux jeunes d'être assimilés aux plus précaires, ceux qu'on présente sans cesse comme des assistés. Il suffit par exemple d'observer l'attirance commune pour le statut d'autoentrepreneur, qui, faute de sortir de la précarité, permet au moins de se raccrocher à l'équipe de « ceux qui bossent » et ont les moyens de mettre à distance les verdicts négatifs associés à ceux que l'État aide (6).

L'enjeu est donc moins un « abandon » que la polarisation foncièrement inégalitaire des ressources de l'État, certains espaces s'en sortant mieux que d'autres dans la compétition pour le maintien ou l'installation de services publics, devenus des biens rares et distinctifs. Parfois, cette situation produit des contestations, mais les classes populaires sont loin d'être en première ligne dans la construction de la « colère » des campagnes face aux villes. Les luttes contre le déclin rural sont d'abord menées par les classes qui ont intérêt à s'engager pour défendre l'attractivité de leurs lieux de vie, et qui considèrent avoir encore quelque chose à perdre. Ce sont bien souvent des notables locaux, politiquement marqués à droite, qui craignent pour leurs petits et grands privilèges. Mais d'eux, on dit rarement qu'ils se sentent abandonnés.

Du côté des classes populaires, les revendications paraissent moins évidentes, car beaucoup pensent ne plus avoir grand-chose à perdre. « *La galère est déjà là* », constate un ancien employé d'une usine de la Somme. Licencié pour raisons économiques, il vit de diverses missions d'interim, toutes situées à plus de quarante-cinq minutes de trajet, qu'il effectue à cyclomoteur — le train qui lui permettait d'arriver à l'heure a été supprimé. S'il se sent concerné par le départ des services publics (« *Il n'y a plus rien ici, ni le train ni rien* »), il « *n'attend pas après l'État* », arguant que toutes les fois où il a demandé de l'aide, « *ça s'est mal passé* ». Et les chances d'accéder à ses droits s'amenuisent systématiquement à mesure que l'on descend dans la hiérarchie sociale. Pour ceux qui ne rentrent pas tout à fait dans les cases administratives, maîtrisent mal le langage bureaucratique ou ne disposent pas des codes nécessaires pour se repérer dans les arcanes des procédures, obtenir un logement social ou une allocation relève du parcours du combattant. Et, quand ils parviennent à faire valoir leurs droits, ce sont les mêmes qui sont soupçonnés de fraude, exposés à un surcontrôle (7).

Ces expériences dévalorisantes, qui ne sont pas sans rappeler celles vécues à l'école, permettent au ressort xénophobe du RN de fonctionner à plein régime. « *Si je m'appelais Mohammed, ça irait mieux* », a-t-on pu entendre, comme une explication directement accessible aux difficultés rencontrées, plutôt que de s'en prendre à l'État et à son fonctionnement. Tout cela pousse à s'éloigner de ses droits pour désigner « l'assisté » comme bouc émissaire, tout en s'extrayant soi-même de cette catégorie. Percevoir ses aides sociales dans un bourg où « tout le monde se connaît » est ainsi devenu une potentielle tare sociale. Le discours de fragmentation du RN, entre les assistés, les immigrés et les autres, s'est doté d'un effet performatif en s'appuyant sur les réformes libérales du marché du travail, qui ont creusé l'écart entre fractions précaires et stables des classes populaires. Face à cela, et même si l'extrême droite échoue sur le plan économique, elle assure ce capital du moindre mal qui permet d'espérer que d'autres groupes sociaux passeront après, seront davantage ciblés et désavantagés que nous, notamment face à la bureaucratie d'État. C'est le sens d'une expression qui revient souvent parmi les classes populaires rurales : « déjà nous », « nous

d'abord », comme un écho au vieux slogan du Front national « les Français d'abord ». Ces dynamiques sont particulièrement visibles chez les plus précaires. À la « sale réputation » que l'on se « traîne », l'adhésion aux discours de l'extrême droite joue comme un renvoi du stigmate.

Les classes populaires entretiennent donc un rapport ambigu à l'État et à ses agents, auquel le « sentiment d'abandon » ne permet pas de rendre raison. Lors d'une conversation sur le travail au noir, deux jeunes ouvriers d'un territoire rural observaient avec humour : « *Ici, c'est la Corse sans la mer.* » Une manière de dire : on fait ce qu'on veut chez nous, on ne se soumet pas aux injonctions de l'État, et c'est ainsi qu'on pense pouvoir s'en sortir et s'affirmer fièrement comme des hommes accomplis, bien conformes aux modèles de réussite locaux fondés sur le mérite individuel, à distance apparente de l'État.

Perpétuer un style de vie sans radars ni taxe carbone

Au même endroit, dès le premier jour du mouvement des « gilets jaunes », les personnes mobilisées réclamaient à la fois de « *taxer les riches* », les « *vrais pollueurs* », mais aussi qu'on les « *laisse tranquilles* ». « *Tout est loin* », disait-on sur le péage bloqué, en comparaison des anciennes générations, qui pouvaient « *tout faire à vélo* » lorsque le travail et les services étaient mieux implantés. Désormais, il faut se déplacer loin.

En réalité, les « gilets jaunes » ruraux, qui travaillaient dans les petites entreprises du bâtiment, à l'usine ou à domicile chez les personnes âgées, ne réclamaient pas l'arrivée du TGV dans le département, par contraste avec une ancienne mobilisation de la bourgeoisie locale. Ils demandaient avant tout qu'on les laisse accomplir cette distance incompressible entre eux et le travail, mais aussi entre eux et l'État, sans entrave administrative, sans radars ni taxe carbone, quand l'explosion du budget carburant venait remettre en cause leur capacité à boucler les fins de mois et, finalement, à perpétuer leur style de vie.

Ajoutons que, chez les ouvriers et les employés ruraux que nous avons rencontrés, l'État n'est jamais complètement absent, au sens où la stabilité parfois acquise s'est en partie construite avec l'État social, ou ce qu'il en reste. Le contexte local et l'air du temps les conduisent à se rattacher aux visions du monde de certains proches familiaux, ou de certains amis, souvent un peu plus riches. Parfois des travailleurs indépendants influents en milieu populaire rural, qui répètent à l'envi qu'ils « *payent pour les autres* » et que l'État « *vole* » l'argent de leur travail. Pour être un ouvrier respectable, aspirer à une ascension sociale, ou simplement ne pas passer pour un assisté, l'une des solutions est d'endosser ce discours des dominants de proximité.

Dans cette perspective, on ne saurait dire et penser que l'État nous abandonne ; tandis que se proclamer du côté du RN permet d'affirmer sa capacité à s'en sortir sans être aidé ni « réclamer ». Tout concourt alors à considérer l'État, devenu figure de l'urbanité, comme une composante d'un modèle de société repoussoir, contre lequel on se définit.

Benoît Coquard & Clara Deville

Sociologues à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), membres du Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux, à Dijon.

(1) Cf. *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités sociales en France, 1789-2022*, Seuil, Paris, 2023.

(2) Une notion notamment promue dans le débat public par Laurent Bouvet. Cf. *L'Insécurité culturelle*, Fayard, Paris, 2015.

(3) Lire le collectif de recherche citoyenne sur les cahiers de doléances, « [Les cahiers de la colère](#) », *Le Monde diplomatique*, juin 2022.

(4) Pierre Bourdieu, « [Une classe objet](#) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 17-18, Paris, novembre 1977.

(5) Cf. Thibault Courcelle, Ygal Fijalkow et Thomas Taulelle (sous la dir. de), *Égalité, accessibilité, solidarité : les renoncements de l'État. Services publics et territoires ruraux*, Le Bord de l'eau, Lormont, 2024.

(6) Sarah Abdelnour, *Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité*, Presses universitaires de France, Paris, 2017.

(7) Vincent Dubois, *Contrôler les assistés. Genèses et usages d'un mot d'ordre*, Raisons d'agir, Paris, 2021.